



QUATRE QUESTIONS À JEAN-JACQUES ELMIGER

## « Une occasion unique pour la Suisse »

La Conférence du centenaire de l'Organisation internationale du travail doit permettre d'adopter une déclaration sur l'avenir du travail. L'ambassadeur Jean-Jacques Elmiger sera au cœur des débats.

**Monsieur Elmiger, vous présiderez la Conférence du centenaire de l'Organisation internationale du travail (OIT) en juin à Genève. Que représente cette nomination pour la Suisse ?**

La Suisse est membre fondateur et État hôte de l'OIT depuis 1919. L'installation de l'Organisation sur les bords du Léman a été l'une des pierres angulaires du développement de la Genève internationale au XX<sup>e</sup> siècle. Cette nomination devra être entérinée par les mandants tripartites – les gouvernements, les employeurs et les travailleurs – des 187 États membres. Elle vient confirmer l'engagement de la Suisse pour l'OIT et s'inscrit dans l'objectif du Conseil fédéral et du Parlement de renforcer le rôle de la Suisse comme État hôte. Le centenaire représente une occasion unique de souligner l'importance de l'OIT pour la Suisse et la Genève internationale. L'engagement de la Suisse doit aussi permettre de diffuser des informations à propos des activités de l'Organisation sur l'ensemble du territoire helvétique.

**Quelles sont vos tâches en tant que président ?**

Il s'agit de diriger les travaux du plénum de la Conférence qui revêtira cette année un format extraordinaire pour célébrer le centenaire de l'Organisation. Il me faudra assurer que la Conférence sera en mesure d'adopter par consensus de ses quelque 4000 participants une déclaration sur l'avenir du travail et le rôle de l'OIT, ainsi qu'une nouvelle norme internationale sur la lutte contre la violence et le harcèlement au travail.

**Où se situent les points de friction concernant cette dernière norme ?**

Une première discussion en 2018 a permis d'adopter des conclusions pour une convention complétée par une recommandation. À ce stade, ces projets n'ont pas fait l'unanimité : certains gouvernements – notamment européens – et les travailleurs voulaient une protection très poussée et détaillée, alors que les employeurs et d'autres gouvernements – dont la Suisse – ont plaidé pour davantage de souplesse et d'autonomie nationale. La Suisse soutient l'action de l'OIT dans ce domaine, car il est essentiel pour la communauté internationale qu'une organisation prenne l'initiative afin de lutter contre la violence et

le harcèlement au travail, en pouvant fonder son action sur une norme unanimement acceptée. Cette norme devra établir des responsabilités et des droits clairs, de même que des stratégies conjointes et des activités collaboratives.

**La Conférence du centenaire, symbolique, marque-t-elle dans les faits un tournant pour l'OIT ?**

Il faut l'espérer ! En 1919, les fondateurs de l'OIT voulaient éviter que la révolution de 1917 en Russie contamine la cause ouvrière. En 2019, ce sont les bouleversements du monde du travail et de nos sociétés découlant de la mondialisation et de l'introduction des nouvelles technologies qui prévalent. Il faut trouver une réponse aux insécurités et aux insatisfactions en matière de justice sociale : l'OIT doit y veiller tout en promouvant l'économie verte.

L'ambassadeur Jean-Jacques Elmiger présidera la Conférence du centenaire de l'Organisation internationale (OIT) du travail en juin à Genève. Il est représentant spécial de la Direction du travail au Secrétariat d'État à l'économie (Seco) à Berne.